

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le PDG dénonce une "machination"

J.K.M
Libreville/Gabon

LA réaction du Parti démocratique gabonais (PDG) n'a pas tardé au lendemain de la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'un post faisant état de ce que cette formation politique aurait bénéficié d'un important financement des pouvoirs publics pour la construction d'un siège secondaire à Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué.

En effet, dans un communiqué rendu public, hier, et daté du 16 du mois en cours, les conseillers du Distingué camarade président auprès du secrétaire général, portes-paroles du PDG, Estelle-Flore Angangou et le Dr Stéphane Germain Iloko Boussegué ont fustigé "le comportement de certains compatriotes mal intentionnés, diffusant avec légèreté des informations infondées, sans recoupement de celles-ci, simplement dans l'objectif d'écarter l'image du PDG". Ce qui s'apparente, à leurs yeux, "à une machination politicienne" dans laquelle, ont-ils précisé, "le PDG ne se reconnaît pas". Non sans avoir interpellé "l'ensemble de leurs militants et militantes, ainsi que leurs compatriotes, sur l'intérêt d'être vigilants et avisés, face aux écrits médiatiques tendant à influencer sur la perception de différenciation, celle de soutenir fermement le Distingué camarade président, Ali Bongo Ondimba, dans sa détermination à lutter contre la mauvaise gouvernance dans notre pays".



Photo: DR/ L'Union

Les portes-paroles du PDG, lors d'une précédente sortie.

Gabon-OIF: pour un renforcement de la coopération

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

EN marge de sa rencontre (Lire par ailleurs) avec son homologue angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, s'est entretenu, hier, au palais de la présidence de la République, avec la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo.

Les deux personnalités ont évoqué les voies et moyens de renforcer des actions de coopération entre le Gabon et l'OIF. D'autant que la Francophonie apporte un appui non négligeable à notre pays dans un certain nombre de projets. Notamment dans le fonctionnement des Centres de lecture et d'animation culturelle (Clac) implantés dans dix localités de notre pays, consécutivement à la signature d'une convention entre le Gabon et l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). De même, l'OIF soutient les efforts du Gabon en matière de la jeunesse. En effet, en plus de l'appui pour la rédaction du plan opérationnel de la politique nationale de jeunesse, cet organisme a appuyé la réalisation d'une étude de faisabilité de la mise en place d'un dispositif national de volontariat et la rédaction d'un



Photo: DR

Phase de l'échange entre le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et la secrétaire générale de l'OIF, Louise Mushikiwabo.

document de projet pour la mise en place d'un programme national de volontariat au Gabon. Avec ceci que, l'OIF est également un partenaire privilégié de notre pays dans la promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes. Un soutien qui, justement, vise à faire de l'entrepreneuriat un outil stratégique d'insertion socio-économique permettant à la fois de créer de la richesse et de développer des emplois durables et décents. Sur un tout autre plan, Louise Mushikiwabo a loué et salué le leadership du numéro un gabonais en matière de promotion de l'égalité

document de projet pour la mise en place d'un programme national de volontariat au Gabon. Avec ceci que, l'OIF est également un partenaire privilégié de notre pays dans la promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes. Un soutien qui, justement, vise à faire de l'entrepreneuriat un outil stratégique d'insertion socio-économique permettant à la fois de créer de la richesse et de développer des emplois durables et décents. Sur un tout autre plan, Louise Mushikiwabo a loué et salué le leadership du numéro un gabonais en matière de promotion de l'égalité

document de projet pour la mise en place d'un programme national de volontariat au Gabon. Avec ceci que, l'OIF est également un partenaire privilégié de notre pays dans la promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes. Un soutien qui, justement, vise à faire de l'entrepreneuriat un outil stratégique d'insertion socio-économique permettant à la fois de créer de la richesse et de développer des emplois durables et décents. Sur un tout autre plan, Louise Mushikiwabo a loué et salué le leadership du numéro un gabonais en matière de promotion de l'égalité

Fusion Sni et SNLS : accélérer le processus administratif

M.A.M
Libreville/Gabon

LE chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, a présidé hier à son cabinet, une réunion relative à la fusion-absorption entre la Société nationale immobilière (Sni) et la Société nationale des logements sociaux (SNLS). Une rencontre à laquelle ont pris part les ministres en charge de l'Économie et des Finances, Jean-Marie Ogandaga, celui de l'Habitat, Léon Bounda Balonzi, sa déléguée, Françoise Assengone Obame, le président du Conseil d'administration de la Sni, Augustin Ndong Mba, et le directeur général, Herman Kamonomono. Les échanges ont

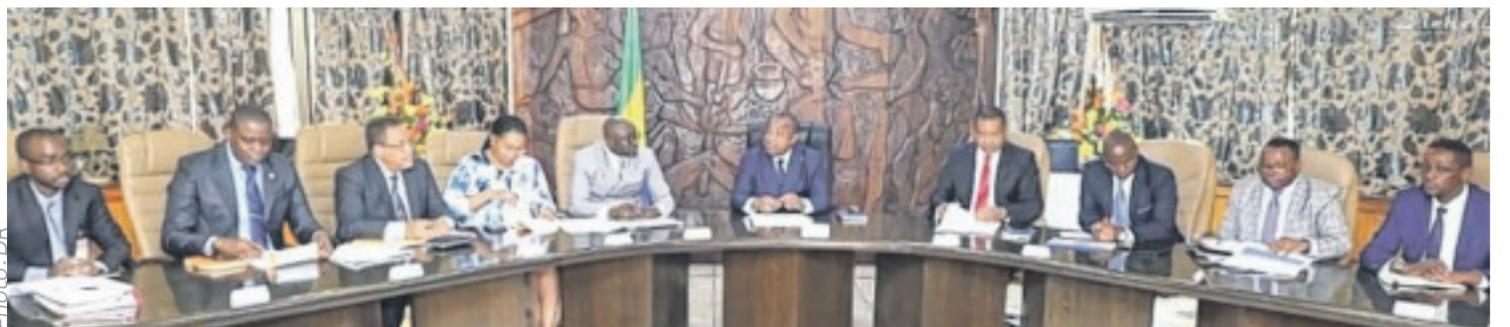


Photo: DR

Une phase de la réunion.

essentiellement tourné autour de la prise du décret portant fusion entre les deux entités, le transfert des actifs et du passif de la SNLS vers la Sni.

Dans son propos, le directeur général de la Sni, Herman Kamonomono, a affirmé que le processus de fusion est techniquement arrivé à son terme. Sauf que,

certaines actes restent à initier afin que le processus soit administrativement bouclé. Il parle notamment du décret portant fusion entre les deux entités. " Bien que la décision ait été prise en Conseil des ministres, il nous faut des documents qui attestent ces actes. C'est pourquoi, nous sommes venus rencontrer le chef

du gouvernement pour accélérer le processus", a-t-il déclaré. Ladite réunion était également l'occasion d'expliquer à Julien Nkoghe Bekale le mode de fonctionnement de cette entreprise mais également, la nature du processus de cette fusion-absorption décidé par le gouvernement. Non sans dresser des

perspectives à venir. Herman Kamonomono a souligné que la Sni se porte mieux, en dépit de la période difficile qu'elle a traversée avec l'absorption de la SNLS. Pour mémoire, le processus de fusion entre la SNLS et la Sni avait été adopté en Conseil des ministres le 16 novembre 2018.